

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Actif			Au 31/08/2022			Au 31/08/2021	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	13 789	13 789			
		TOTAL	13 789	13 789			
	Immobilisations corporelles	Terrains	279 048	115 847	163 201	62 096	
		Constructions	13 697 484	8 309 573	5 387 911	5 185 189	
		Inst.techniques, mat.out.industriels	383 579	302 721	80 858	62 208	
		Immobilisations corporelles en cours	230 618		230 618	957 162	
		Avances et acomptes					
	TOTAL	14 590 731	8 728 142	5 862 588	6 266 656		
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres	30 137		30 137	15 137	
TOTAL		30 137		30 137	15 137		
Total I		14 634 658	8 741 932	5 892 725	6 281 793		
Actif circulant	Stocks et en cours						
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	21 916 155 410	11 290	10 625 155 410	 245 724	
		TOTAL	177 326	11 290	166 036	245 724	
		Divers	Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	200 365 970 942 9 832	5 244	195 121 970 942 9 832	200 365 289 773 9 318
	Total II		1 358 466	16 534	1 341 932	745 182	
	Frais d'émission des emprunts III Primes de remboursement des emprunts IV Ecart de conversion Actif V						
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		15 993 124	8 758 467	7 234 657	7 026 976	
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Passif		Au 31/08/2022	Au 31/08/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 966 840	2 934 349
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	29 006	32 490
	Situation nette (sous-total)	2 995 846	2 966 840
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	725 928	737 727
	Provisions réglementées		
Total I		3 721 775	3 704 567
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		15 305
Total II			15 305
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	34 784	36 668
Total III		34 784	36 668
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 903 387	2 820 220
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255 893	221 568
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 172	119 521
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	87 564	62 469
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	107 080	46 654
Total IV		3 478 097	3 270 434
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 234 657	7 026 976
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	41 074	37 594
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	20 773	11 879
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	896 067	888 048
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 950 447	1 828 382
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	159 780	96 760
	Utilisations des fonds dédiés		-15 305
	Autres produits	691	242
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 068 834	2 847 601
	Achats de marchandises	17 943	17 422
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 018 086	780 371
	Aides financières	5 845	69 065
	Impôts, taxes et versements assimilés	80 568	78 452
	Salaires et traitements	843 945	825 098
	Charges sociales	265 005	283 157
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	729 932	669 471
	Dotations aux provisions	46 075	77 364
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	17 809	4 748
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 025 210	2 805 152
1. Résultat d'exploitation (I-II)		43 623	42 449

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 125	6 261
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 125	6 261
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 244 25 361	57 806
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	30 605	57 806
2. Résultat financier (III-IV)		-24 479	-51 545
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		19 144	-9 096
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	540 78 189	682 78 074
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	78 729	78 757
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	39 921 28 946	3 117 34 053
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	68 867	37 170
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		9 862	41 586
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 153 689	2 932 620
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 124 683	2 900 129
EXCÉDENT OU DÉFICIT		29 006	32 490
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/08/2022

ASS AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Table des matières

1	Objet social	4
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
3	Principes et méthodes comptables	6
3.1	Principes généraux	6
3.2	Principales méthodes comptables	6
4	Informations relatives aux postes du bilan	7
4.1	Actif immobilisé	8
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
4.1.3	Immobilisations en cours	11
4.1.4	Précisions sur certains postes de l'actif immobilisé	11
4.2	Actif circulant	12
4.2.1	Produits à recevoir	12
4.2.2	Charges constatées d'avance	12
4.3	Dépréciation de l'actif	13
4.4	Fonds propre	13
4.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
a.	Fonds dédiés	15
i.	Fonds dédiés	15
ii.	Subventions d'exploitation	17
b.	Variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
i.	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
c.	Dettes	18
i.	Emprunts et autres dettes assimilés	18
ii.	Précision sur d'autres dettes	19
d.	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	20
12	Informations relatives au compte de résultat	21
a.	Produits du compte de résultat	21
i.	Produits exceptionnels	21
ii.	Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21
b.	Charges du compte de résultat	21
i.	Charges exceptionnelles	21
13	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
a.	Engagements financiers donnés et reçus	22

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : dispense, au travers de l'établissement dont elle est responsable, un enseignement et une formation professionnelle agricoles qui ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Deuxième année d'application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- Les biens immobilisés au cours de l'exercice se sont élevés à 1 052 K€ pour réaménagement des laboratoires qui se décomposent comme suit :
 - Matériels 52 K€
 - Bâtiments 883 K€
 - Parking 117 K€
- Les immobilisations en cours s'élèvent à 231 K€ et concernent les travaux de réaménagement de la salle de sport
- Développement de l'apprentissage
- Développement des bourses ERASMUS dans le cadre de la mobilité européenne et notamment avec le Québec
- Remboursement anticipé de l'emprunt 14647216 du Crédit Mutuel
- Déblocage d'un nouvel emprunt pour 1 million d'euros afin de financer les travaux de réaménagement des laboratoires
- Mise en place d'une comptabilité analytique.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice :

- Nouvelle convention collective applicable à partir du 1^{er} septembre 2022
- Nouveau logiciel de paie mis en place en novembre 2022 : Charlemagne Paie
- Evénements en Ukraine avec l'augmentation des coûts d'énergie qui ne sont pas encore répercutés dans les comptes de charges suite à l'adhésion à un groupement d'achat
- Augmentation de la masse salariale suite à la décision de dédoubler une classe financée sur fonds propres.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2 Principales méthodes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Comptabilisation selon la méthode des coûts historiques

4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	-	13 790
Immobilisations corporelles	Terrains	161 813	117 236	-	-	279 049
	Constructions	12 814 441	883 044	-	-	13 697 485
	Install. Tech., mat., outillage	277 470	52 128	-	-	329 598
	Install. générales, ag. Am. divers	8 162	-	-	-	8 162
	Matériel de transport	45 820	-	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	-	-	-	-	-
	Immo. Corp. En cours	957 162	230 618	-	957 162	230 618
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	14 264 867	1 283 026	-	957 162	14 590 732
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	30 137	-	-	-	30 137
	Total IV	30 137	-	-	-	30 137
Total général		14 308 794	1 283 026	-	957 162	14 634 658

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 790	-	-	13 790
Amortissements corporelles	Terrains	99 716	16 132	-	115 848
	Constructions	7 629 251	680 323	-	8 309 574
	Install. Tech., mat., outillage	228 500	26 899	-	255 399
	Install. générales, ag. Am. divers	7 694	459	-	8 153
	Matériel de transport	33 049	6 120	-	39 169
	Mat bur., informatique, mobilier	-	-	-	-
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	7 998 211	729 932	-	8 728 143
Total général		8 012 000	729 932	-	8 741 933

4.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Installations techniques	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Linéaire	3 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Total		

4.1.3 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours s'élèvent à 231 K€ et sont constitués par les travaux pour la salle de sport.

4.1.4 Précisions sur certains postes de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	15 000	-	15 000 -	-
TOTAL	15 000	-	15 000 -	-

Parmi les immobilisations financières, figurent des parts de la SCI ENGRAIN, propriétaire de l'immeuble du Lycée de Bavay pour un montant de 30 000 €. Ces dernières ont fait l'objet d'une reprise de dépréciation pour 15 000€ provisionné au bilan du 31/08/2020.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31 août 2022 s'élèvent à 148 106 € et se décomposent en :

- Subvention AVSI	22 795 €
- Prépa-apprentissage	43 228 €
- Apprentissage OPCO	81 186 €
- Divers	897 €

4.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont les suivantes :

Nature	Montant ht	Date de début	Date de fin	Calcul
ORANGE BUSINESS TEL PORTABLES	365,29	01/09/2022	30/09/2023	365,29
LE CEDRE	807,60	01/04/2022	31/03/2023	471,28
ASS VEHICULES	2 399,25	01/01/2022	31/12/2022	799,75
ASS TRANSPORT	1 134,41	01/01/2022	31/12/2022	378,14
ASS MULTIRISQUES	19 719,79	01/01/2022	31/12/2022	6 573,26
SAVREUX DERATISATION	420,00	01/12/2021	30/11/2022	105,00
ETN MAINTENANCE TEL	564,26	01/01/2022	31/12/2022	188,09
LICENCE CLOUD 22/23	606,00	01/08/2022	31/07/2023	555,50
LICENCE ADOBE 2022	503,86	01/01/2022	31/12/2022	167,95
QUADIENT 2022	468,00	01/01/2022	31/12/2022	156,00
O2SWITCH 22/23	72,00	01/09/2022	30/09/2023	72,00

4.3 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	90 036	11 290	90 036	11 290
Autres	-	-	-	-
TOTAL	90 036	11 290	90 036	11 290

Une provision pour dépréciation est constatée pour l'ensemble des comptes familles et des comptes clients débiteurs à la date de clôture de l'exercice.

4.4 Fonds propre

4.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 934 349	32 490			2 966 840
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »					
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	32 490	- 32 490	29 006		29 006
Situation nette (sous-total)	2 966 840	0	29 006		2 995 846
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	737 727			11 799	725 928
Provisions réglementées					
TOTAL	3 704 567	0	29 006	11 799	1 025 512

a. Fonds dédiés

i.Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

— Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.

— Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

**Application du règlement n°2018-06 (et le cas échéant du règlement n°2019-04)
applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020**

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
Subvention ERASMUS	15 306			14 260	1 046	-	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)							
Contributions pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées (1)							
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL	15 306			14 260	1 046	-	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

ii.Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total (2)	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Subvention (1)					
Erasmus fonds POLOGNE			14 260	14 260	-
Erasmus fonds Graines d'Europe			1 046	1 046	-
Total			15 306	15 306	-

b. Variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	36 668	34 785	36 668	34 785
Total	36 668	34 785	36 668	34 785

i.Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	34 785		34 785
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ volontaire à la retraite présumé : 62 ans
- Taux d'actualisation : 3.30%
- Taux de charges sociales : 36%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%

c. Dettes

i.Emprunts et autres dettes assimilés

Répartition des échéances restant à rembourser pour un total de 2 902 532€ :

1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
70 447,94	235 201,87	
180 110,86	727 320,66	738 459,38
98 327,20	397 464,00	455 199,82
348 886,00	1 359 986,53	1 193 659,20

Un emprunt d'un million d'euros a été débloqué sur l'exercice pour le financement des travaux des laboratoires.

Le remboursement anticipé de l'emprunt du crédit mutuel a engendré des indemnités financières de 28 941 €.

ii.Précision sur d'autres dettes

1. Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance concernent les subventions de fonctionnement à hauteur de 99 519 € ainsi que l'apprentissage pour 7 561 €.

2. Charges à payer

Les charges à payer rattachées aux postes de dettes se composent de :

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	721 €
Factures fournisseurs non parvenues	160 062 €
Personnel, charges à payer	14 659 €
Etat, charges fiscales à payer	33 301 €
Divers, charges à payer	207 €

d. État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	 18 907 183 756 9 832	 18 907 183 756 9 832	 <					

12 Informations relatives au compte de résultat

a. Produits du compte de résultat

i. Produits exceptionnels

Produits sur exercices antérieurs : 541 €

Quote-part de subvention virée au compte de résultat : 78 189 €

ii. Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 90 036 €
- Sur provisions pour risques et charges : 36 668 €
- Sur dépréciations des immobilisations financières 15 000 €

Transferts de charges :

- Remboursement des professeurs : 9 101 €
- Remboursement d'assurances : 825 €
- Dégâts refacturés : 583 €
- Remboursements de formations : 450 €

b. Charges du compte de résultat

i. Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles diverses : 39 921 €

Pénalité pour remboursement d'emprunt anticipé : 28 941 €

13 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

a. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « <i>portage</i> »		
Promesse d'hypothèques	993 701	
Engagements consentis de manière conditionnelle		

In Extenso

In Extenso Nord Audit

Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
nordaudit@inextenso.fr
www.inextenso.fr

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

52 ROUTE D'ISBERGUES
62120 AIRE SUR LA LYS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022

In Extenso Nord Audit

Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
nordaudit@inextenso.fr
www.inextenso.fr

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

52 ROUTE D'ISBERGUES
62120 AIRE SUR LA LYS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022

A l'Assemblée Générale de l'association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

.../...

E.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation à la clôture et le rattachement à l'exercice des produits de fonctionnement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 19 décembre 2022 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

.../...

2.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Béthune, le 2 janvier 2023
Le Commissaire aux Comptes
In Extenso Nord Audit



Patrice DESBONNETS